



Monsieur le président,

Le dialogue social, tel qu'il se dessine à la DGFIP depuis les premiers mois de sa création, prend de plus en plus des allures de mascarade.

Un dialogue social positif suppose en effet la transparence et la communication de l'ensemble des éléments que doivent connaître les représentants des personnels en CTP.

Or à quoi assiste-t-on aujourd'hui ?

A une communication de façade, qui multiplie les réunions "informelles" au détriment des CTP.

A un calendrier erratique dans la tenue des différentes réunions et des CTP en particulier.

A un niveau de décision essentiellement parisien qui ne laisse au niveau local aucune latitude pour effectuer les aménagements qui sont pourtant nécessaires à l'échelle des départements.

Dans ces conditions, les représentants du personnel CGT et CFDT n'ont pas l'intention de participer à un CTP dont l'objectif est de conforter l'illusion d'un dialogue social transparent.

Qui plus est, la CGT et la CFDT dénoncent l'ordre du jour sur les implantations d'emploi, qui n'a pour objet que de dresser l'état des destructions d'emploi dans le département, suite aux résultats de l'ORE.

Nous rejetons cette logique de réduction des effectifs exécutée au nom d'une idéologie qui a fait la preuve de son inefficacité.

Peut-on discuter de la localisation des suppressions d'emploi ? Justifier ces suppressions par d'imaginaires gains de productivité ?

Nous refusons de défendre ces chimères. Notre combat est celui du service public de qualité.

Au nom de ce service public de qualité, Monsieur le président, **nous vous demandons aujourd'hui de vous opposer aux suppressions d'emplois qu'on veut nous imposer.**

Les agents du Trésor et des Impôts ont payé plus que leur quota sur l'autel du sacrifice de la restriction budgétaire : ce sont plus de 13 500 emplois, soit plus de 10% des effectifs, qui ont été supprimés au cours de ces sept dernières années, par le jeu des non remplacements des départs en retraite et autres artifices du même acabit.

Les conséquences de ces suppressions d'emplois pour les agents sont bien connues :

- une dégradation des conditions de travail quotidiennes,
- des demandes mutations qui n'avancent plus,
- une demande de polyvalence des agents déjà considérable, qui va encore s'accroître avec la réforme sur la mise en place du SIP.

Des efforts, des sacrifices, nous en avons tous faits, et nous avons vu à chaque fois des renoncements au service public en découler :

- réduction des horaires d'ouverture au public,
- suppression de postes comptables,

La mécanique est bien huilée : les petites structures sont les premières affaiblies, jusqu'au jour où elles ne peuvent tout simplement plus fonctionner. C'est alors presque avec soulagement que l'on décide de leur suppression progressive.

Cela ne peut plus durer. Le réseau qui faisait la force et la fierté de notre administration est en train de mourir.

Nous dénonçons la fusion des administrations qui n'est que prétexte à créer un réservoir à suppressions d'emplois pour le budget de l'Etat.